



2022 Global Meeting of the Emerging Markets Forum
Navigating in a Fast Moving and Turbulent World
16-18 May 2022, Banque de France-Marriott Opera Ambassador, Paris

"Tackling Multiple Challenges Facing Africa: Relations with Europe and the World"

**Remarks by Adama Coulibaly,
Minister of Economy and Finance of
Cote d'Ivoire**



Objet: Observations sur le chapitre 15 du rapport du forum sur les marchés émergents

Dans son intervention, SEM le Président de la République de Côte d'Ivoire a tout dit. Il a notamment relevé les turbulences économiques qui ont lieu depuis 2020 ainsi que leurs conséquences sur les économies africaines. Avec sa permission, je voudrais accentuer quelques points.

Le rapport met l'accent avec pertinence sur les principaux facteurs qui ont constitué des socles pour contenir la crise de Covid-19 notamment la conduite de politiques structurelles en matière d'équité, la solidité du secteur bancaire et la hausse du crédit au secteur privé, la diversification des sources de financements extérieurs, le rôle croissant de la Chine, et la mobilisation des financements sur les marchés des capitaux privés.

A ces facteurs, je voudrais ajouter trois qui me semblent tout aussi importants dans les performances économiques au cours des deux dernières décennies.

- **Le premier facteur est l'émergence d'une classe moyenne en Afrique et ses effets sur la gouvernance.**

La classe moyenne est estimée à 326 millions par la BAD en 2018, environ 400 millions en 2021, soit environ un tiers (1/3) de la population africaine. Elle a constitué un potentiel de croissance pour l'Afrique, avec la capacité de stimuler la croissance du secteur privé et l'entrepreneuriat, mais aussi d'encourager l'amélioration de la gouvernance et l'émergence d'institutions démocratiques. Cette classe moyenne contribue fortement à la hausse de la demande des produits et la satisfaction de ses besoins a nécessité l'implantation de grandes enseignes internationales dans plusieurs capitales africaines.

Parallèlement à l'évolution de la classe moyenne, la Gouvernance s'est améliorée au cours des deux dernières décennies. Selon la Banque Mondiale, comme cela est prouvé par son indicateur « Polity IV », depuis les années 1990, la démocratie gagne du terrain en Afrique aux dépens de l'autocratie.

- **Le second facteur concerne le capital humain qui a connu des avancées ces deux dernières décennies, même si beaucoup reste encore à faire à ce niveau.**

En effet, selon la Banque Mondiale (2019), entre 2000 et 2017, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont fait reculer de plus de 5% par an les taux de retard de croissance chez l'enfant. Plus généralement, la région Afrique est la région du monde qui affiche le meilleur « retour sur investissement » dans l'éducation. Il ressort que chaque année supplémentaire de scolarité entraîne une hausse de revenu de 11% pour les hommes et de 14% pour les femmes. Les pays africains sont également parvenus à élever le niveau de compétences de leur

population dans de nombreux domaines. Le nombre d'étudiants a plus que doublé depuis le début du millénaire, tandis que l'expertise dans les TIC et l'innovation se développe rapidement.

- **Le troisième facteur porte sur la gestion des finances publiques.**

D'importantes améliorations là aussi ont été enregistrées sur le continent avant la COVID-19. En effet, plusieurs pays ont assaini leurs finances publiques et surveillent leur endettement, surtout ceux des pays qui ont accès au marché financier international. Les marges budgétaires dégagées ont permis d'accroître les dépenses en faveur des populations vulnérables.

Cette tendance à la bonne gestion des finances publiques est temporairement contrainte par les conséquences de la crise sanitaire et la guerre en Ukraine.

Dans un tel contexte, les pays enregistrent des déficits plus grands afin de leur permettre de poursuivre la mise à niveau des systèmes de santé, gérer la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, tout en renforçant les investissements sociaux. Un ajustement trop rapide en terme de consolidation budgétaire se traduirait par l'élimination des soutiens ciblés visant à soulager les populations et la réduction des investissements ; ce qui pourrait entraîner des risques sociaux. En Côte d'Ivoire, le maintien des prix de la baguette de pain, qui est largement consommée par les populations, et la maîtrise des prix à la pompe du carburant, se sont faits au prix de subventions et de dépenses fiscales. Ces mesures ont bien sûr un caractère temporaire.

Je voudrais à présent apporter une précision sur un point du rapport sur la paix et la sécurité, en référence au terrorisme dans le sahel. Il est fait mention à la Côte d'Ivoire comme ayant vécu une guerre civile en novembre 2020. Il convient de noter que les remous sociaux de 2020 n'étaient pas une guerre civile. Il s'agissait plutôt de manifestations de militants dans un contexte préélectoral comme c'est le cas dans beaucoup de pays. Ces manifestations ont été rapidement circonscrites.

Concernant les perspectives post COVID-19

Les projections à l'horizon 2060 avec trois scénarios sont instructives et permettent d'apprécier les efforts qui doivent être fournis en terme de réformes pour obtenir un PIB/habitant qui est compatible avec les ambitions du continent. Dans les 3 scénarios, les changements n'interviendront qu'à compter de 2030 selon la profondeur et le rythme des politiques mises en œuvre, notamment le renforcement de la gestion macroéconomique, l'amélioration de la productivité et la compétitivité externe, mais aussi le développement du secteur privé, l'industrialisation et la création d'emplois modernes.

La vision de SEM le Président de la République de la Côte d'Ivoire est parfaitement en ligne avec les politiques recommandées. Je voudrais à cet effet rappeler les quatre (04) objectifs forts de cette vision :

- Multiplier par deux à nouveau le PIB/habitant en 2030. Ce qui a déjà été fait entre 2011 et 2021 où le PIB par tête est passé de 1 660,5 USD à 2 521,9 USD¹.

- Réduire de moitié le taux de pauvreté. Entre 2011 et 2019, le taux de pauvreté a baissé de 55,4% à moins de 39,5%.
- Créer 8 millions d'emplois pour les jeunes. Notons que les jeunes représentent 3/4 de la population ivoirienne.
- Accroître l'espérance de vie de 10 ans en la faisant passer de 57 ans à 67 ans.

L'atteinte de ces objectifs chiffrés a des implications en matière de politiques publiques, car les crises actuelles nous enseignent que les principaux enjeux résident dans la consolidation des ressorts de la résilience économique, et dans le maintien du pays sur une trajectoire de croissance accélérée, plus forte et durable, portée principalement par un secteur privé dynamique.

Ainsi,

- Le secteur privé doit être au cœur des réformes comme cela a été si justement mentionné dans le chapitre 15.
- L'Etat et le secteur privé doivent adapter et amplifier leurs capacités d'anticipation et de gestion des chocs afin d'identifier les solutions les plus performantes pour construire des économies plus résilientes et plus robustes à même de tirer avantage de toute situation.

Dans ce cadre, la disponibilité de ressources conséquentes est naturellement une condition de réussite. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) estime que les dépenses annuelles liées aux Objectifs de Développement Durable en Afrique devraient augmenter de 154 Mds USD par an en raison de la pandémie et de 285 Mds USD supplémentaires au cours des 5 prochaines années pour assurer une réponse adéquate.

Le concours des partenaires est donc nécessaire.

Pour sa part, l'Afrique devra entreprendre les réformes nécessaires, notamment pour accroître la mobilisation des ressources domestiques, la productivité des facteurs de production, promouvoir le secteur privé en poursuivant l'amélioration du climat des affaires, renforcer la gestion macroéconomique et la compétitivité.

Les pays Africains pourraient également tirer avantage de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) afin d'élargir l'accès aux marchés extérieurs, renforcer les économies d'échelle, et s'intégrer davantage dans les chaînes de valeurs au niveau mondial.

Pour terminer, comme l'a souligné Son Excellence Monsieur le Président, l'Afrique subsaharienne traverse une période de turbulence. Il est essentiel que nous continuions de tout en mettre œuvre pour surmonter les obstacles à court, moyen et long terme avec volontarisme et avec la flexibilité nécessaire de toutes les parties prenantes. En Côte d'Ivoire nous resterons à l'écoute des conseils avisés de nos partenaires ; Ce livre en est un très bel exemple.